

Eduquer pour prévenir

Près de 950 acteurs d'éducation pour la santé ont été identifiés dans la région Poitou-Charentes, des associations de malades aux mutuelles

Par Anh-Gaëlle Truong Photos Thierry Aimé – CHU

Vaut-il mieux prévenir que guérir ? *« Si prévenir empêche d'avoir à traiter, alors prévenir coûte moins cher que guérir. En revanche, prévenir prolonge la vie, ce qui multiplie les besoins de traitements »*, remarque Jacques Métais, directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation. *« La prévention coûte à terme plus cher que le soin, estime Rose-Marie Dupuis, attachée de direction de l'Union régionale des caisses d'Assurance Maladie (Urcam). De fait, on ne peut décemment pas associer la prévention à des considérations économiques. La prévention est une question de santé publique. »* En revanche, la prévention est destinée de manière accrue à économiser des vies.

Le Haut Comité à la santé publique a montré que la France enregistre un des taux de mortalité prématurée (cancers, maladies cardiovasculaires, morts violentes) les plus élevés des pays industrialisés. *« Or, explique Isabelle Escure, directrice du Centre régional d'éducation à la santé, les soins ne peuvent plus aujourd'hui apporter de gains de vies importants. Seuls des changements de comportement pourraient changer significativement les chiffres. »* Ces changements de comportement sont un des buts de la prévention, et plus précisément de l'éducation à la santé. *« Mais seul 1% du budget de la santé est consacré à la prévention. »* Ce taux devrait évoluer. En effet, un Plan national d'éducation pour la santé (PNES) est actuellement en

cours de construction. Un des axes de travail de ce PNES est la mise en place d'un service public en éducation pour la santé. *« L'idée est désormais de contrebalancer le soin par le préventif »*, explique Isabelle Escure. Dans cette optique, chaque région doit élaborer un schéma régional d'éducation pour la santé dont l'Urcam est en Poitou-Charentes le chef de projet. Un état des lieux a été réalisé au préalable. Près de 950 acteurs d'éducation pour la santé ont été identifiés dans la région : associations de malades, caisses primaires, mutuelles, hôpitaux, médecins, professeurs ou assistance sociale. Et chacune de ces initiatives s'insère dans une approche spécifique de la prévention qui sous-entend plusieurs niveaux d'action et concepts nuancés que sont prévention primaire, secondaire et tertiaire, ainsi que promotion de la santé et éducation pour la santé.

TROIS NIVEAUX DE PRÉVENTION

La prévention primaire consiste, par exemple, à empêcher l'apparition d'une maladie en observant les règles d'hygiène ou en se faisant vacciner. La prévention secondaire intervient sur les premiers signes d'une maladie ou quand les facteurs de risques sont dépistés. Par exemple, quand Philippe Sosner du centre de prévention des maladies cardiaques et vasculaires du CHU cherche à faire diminuer les facteurs d'un nouveau risque d'accident, il fait de la prévention secondaire. Enfin, on appelle prévention tertiaire tous les moyens mis en œuvre pour éviter les complications d'une pathologie déclarée. La préparation à la gestion d'une maladie à domicile est un exemple d'éducation thérapeutique et de prévention tertiaire. A noter d'ailleurs que la région Poitou-Charentes est la seule à intégrer l'éducation thérapeutique dans son schéma d'éducation pour la santé.

A ces différents niveaux viennent s'ajouter les nuances entre éducation pour la santé, promotion de la santé et prévention. Les concepts de prévention et de promotion de la santé se complètent. En effet, la prévention consiste à agir pour empêcher la survenue des maladies, tandis que la promotion de la santé consiste à agir sur ce qui est producteur de santé, c'est-à-dire le bien-être. L'éducation pour la santé, elle, vise à modifier des comportements dans un but variable de promotion de la santé ou de prévention.

«*Les gens font trop souvent de la prévention sans connaître les règles. De fait, son impact est limité*», juge Isabelle Escure. Par exemple la connaissance des risques et l'information ne suffisent pas, selon le CRES, à empêcher quelqu'un de fumer et doivent être combinées à d'autres prises en charge. Pour preuve : des médecins fument. Pour la directrice du CRES changer de comportement est une démarche de projet au cours de laquelle il faut s'interroger sur les bénéfices retirés de la cigarette et voir comment on peut les retrouver sans fumer. «*Il existe de nombreuses méthodes efficaces pour aider les gens à être acteurs de leur changement. Malheureusement, le choix n'est pas assez donné.*» Le CRES s'insurge également contre les méthodes utilisées par de nombreuses associations qui communiquent en choquant. «*Utiliser les émotions n'est pas une démarche constructive, c'est même contre-productif. En effet, on culpabilise et on renforce le malaise.*» Pour le comité, la santé dépend d'une multitude de facteurs qui dépassent le cadre du soin. Autant de facteurs sur lesquels on peut jouer pour promouvoir la santé. Une expérience est menée depuis deux ans maintenant dans une classe du collège Ronsard à Poitiers. Les élèves y apprennent en cours à gérer leur stress, à dire non, à se maîtriser. Ces apprentissages s'intègrent, par exemple, dans la prévention du suicide, de la violence ou des conduites à risques mais aussi dans un objectif de promotion de la santé. «*En France, l'idée de santé mentale n'existe pas alors que dans les pays anglo-saxons les programmes de promotion de la santé mentale sont intégrés dans l'Education nationale.*» L'efficacité de l'expérience est évaluée par un questionnaire sur la maîtrise de compétences psychosociales mais aussi par l'amélioration sensible de l'atmosphère en classe.

Reste, cependant, que la plupart des acteurs de la santé et de la prévention éprouvent les plus grandes difficultés à évaluer l'efficacité de leurs actions. Comment juger effectivement de l'impact d'une conférence sur les maladies cardiovasculaires ? En outre, l'évaluation pose aussi la question des objectifs qu'ils se donnent. Cherche-t-on à prolonger la vie ou à augmenter le bien-être ? Faut-il que tout le monde arrête de fumer ou doit-on chercher les conditions d'une réelle liberté de choisir ? ■



JEAN-FRANÇOIS MAUGARD

Promotion de la prévention et du dépistage

Pour un public très abreuvé d'informations médicales, le Pôle info-santé est l'occasion de pouvoir dialoguer avec plusieurs professionnels qui donneront autant de regards sur un sujet donné. «Pour le médecin traitant, c'est l'occasion de démontrer qu'en amont ou en aval de la prise en charge spécialisée ou technique d'une pathologie, il y a un accompagnement multi-professionnel, incluant la plupart du temps un médecin généraliste, précise Jean-François Maugard, médecin généraliste à Poitiers. C'est l'occasion de mettre en valeur toute la filière de soins, source d'efficacité et de confort pour le patient et source de "rentabilité" pour le système de santé.» Dans cette optique, avec un langage médical commun abordable, le médecin généraliste doit expliquer sa démarche et son rôle propre pour une pathologie donnée. C'est l'occasion de promouvoir l'intérêt de la prévention et celui d'un dépistage individuel, ciblé et organisé. «Il me

semble que les patients apprécient particulièrement la mise au point sur un sujet parfois "trop" connu et médiatisé, mais à leur portée. L'aspect "vitrine technologique" de préoccupations moins communes paraît peu attirante. A ce titre, les thèmes intéressants un domaine hybride médico-psychosocial seraient les bienvenus.» L. B.-G.

